



Schweizerische Eidgenossenschaft  
Confédération suisse  
Confederazione Svizzera  
Confederaziun svizra



Délai référendaire: 10 juillet 2025

## Loi sur la poste

(LPO)

Modification du 21 mars 2025

*L'Assemblée fédérale de la Confédération suisse,*

vu le rapport de la Commission des transports et des télécommunications  
du Conseil national du 2 juillet 2024<sup>1</sup>,  
vu l'avis du Conseil fédéral du 4 septembre 2024<sup>2</sup>,

*arrête:*

---

<sup>1</sup> FF 2024 1837

<sup>2</sup> FF 2024 2178

---

### I

La loi du 17 décembre 2010 sur la poste<sup>3</sup> est modifiée comme suit:

#### Art. 2, let. a<sup>bis</sup>

Au sens de la présente loi, on entend par:

a<sup>bis</sup>. *distribution matinale*: la distribution de quotidiens et hebdomadaires les jours  
ouvrables jusqu'à 6 h 30;

#### Art. 16, al. 5, 2<sup>e</sup> phrase, 6 et 7, let. a

<sup>5</sup> ... Le Conseil fédéral fixe les autres critères; ceux-ci peuvent notamment concerner la zone  
de diffusion, la fréquence de parution, la limite inférieure du tirage, la part rédactionnelle  
ou l'interdiction d'une promotion prépondérante de produits ou de prestations.

<sup>6</sup> Les rabais sont soumis à l'approbation du Conseil fédéral. Ils ne doivent pas être  
supérieurs aux tarifs de distribution.

<sup>7</sup> La Confédération alloue pour l'octroi de rabais les contributions annuelles suivantes:

a. 40 millions de francs destinés à la presse locale et régionale;

#### Titre précédant l'art. 19a

Section 3a Rabais pour la distribution matinale

#### Art. 19a Rabais pour la distribution matinale de la presse locale et régionale en abonnement

<sup>1</sup> Des rabais sont accordés pour la distribution matinale de la presse locale et régionale en  
abonnement par des organisations de distribution matinale enregistrées (art. 19b, al. 1).

<sup>2</sup> Aucun rabais n'est accordé pour la distribution de titres faisant partie d'un réseau de têtes dont le tirage global est supérieur à 100 000 exemplaires. Le Conseil fédéral fixe les autres critères; ceux-ci peuvent notamment concerner la zone de diffusion, la fréquence de parution, la limite inférieure du tirage, la part rédactionnelle ou l'interdiction d'une promotion prépondérante de produits ou de prestations.

<sup>3</sup> Les rabais pour la distribution matinale sont soumis à l'approbation du Conseil fédéral. Ils ne doivent pas être supérieurs aux tarifs de distribution.

<sup>4</sup> La Confédération alloue une contribution de 25 millions francs par an pour l'octroi des rabais.

#### Art. 19b Obligations des organisations de distribution matinale

<sup>1</sup> Les prestataires de services postaux qui distribuent des journaux bénéficiant de rabais sur la distribution matinale (organisations de distribution matinale) doivent s'enregistrer auprès de l'Office fédéral de la communication (OFCOM).

<sup>2</sup> Sur le plan comptable, les organisations de distribution matinale doivent dissocier la distribution matinale des journaux bénéficiant de rabais des autres activités.

<sup>3</sup> Elles ne peuvent pas utiliser les revenus de la distribution matinale de journaux bénéficiant de rabais pour réduire les coûts dans d'autres activités (interdiction des subventions croisées).

<sup>4</sup> Elles doivent fournir à l'OFCOM toutes les informations dont il a besoin pour remplir sa tâche, entre autres les documents nécessaires à la vérification du respect de l'interdiction des subventions croisées.

#### Art. 19c Procédure

<sup>1</sup> Le Conseil fédéral règle la procédure applicable au calcul et au versement des rabais pour la distribution matinale.

<sup>2</sup> L'OFCOM peut faire appel à la Poste pour l'exécution.

---

<sup>3</sup> RS 783.0

---

## II

<sup>1</sup> La présente loi est sujette au référendum.

<sup>2</sup> Le Conseil fédéral fixe la date de l'entrée en vigueur.

<sup>3</sup> Les art. 2, let. a<sup>bis</sup>, et 19a à 19c sont applicables durant sept ans à compter de leur entrée en vigueur.

<sup>4</sup> La modification de l'art. 16, al. 7, let. a, est applicable durant sept ans à compter de son entrée en vigueur; elle devient ensuite caduque.

---

Conseil national, 21 mars 2025

Conseil des États, 21 mars 2025

La présidente: Maja Riniker

Le président: Andrea Caroni

Le secrétaire: Pierre-Hervé Freléchoz

La secrétaire: Martina Buol

Date de publication: 1<sup>er</sup> avril 2025

Délai référendaire: 10 juillet 2025